



**HAL**  
open science

## 1941 : en ordre de bataille, les communistes en guerre

Édouard Sill

► **To cite this version:**

Édouard Sill. 1941 : en ordre de bataille, les communistes en guerre. 100 ans de parti communiste français, pp.46-47, 2020. hal-03281729v2

**HAL Id: hal-03281729**

**<https://hal.science/hal-03281729v2>**

Submitted on 12 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# 1941 : en ordre de bataille, les communistes en guerre

Paris, 21 août 1941, 8 heures du matin. Sur le quai de la ligne 4 à la station Barbès-Rochechouart, deux coups de feu claquent. Un militaire allemand s'effondre tandis que trois jeunes gens se frayent un chemin et s'évaporent dans Paris. Pierre Georges, dit Fabien, et ses camarades des Bataillons de la jeunesse ont abattu un sous-officier de la Kriegsmarine. Cet acte, aux conséquences dramatiques, et bien que non revendiqué, marque le retour du Parti communiste français dans le combat antifasciste par la lutte armée.

Jusqu'au printemps 1941, il demeurait entravé par des consignes qui le maintenaient dans une situation inconfortable. Déjà, en janvier 1941, de nouvelles consignes demandaient l'arrêt des parallèles entre Vichy et De Gaulle dans la propagande du parti. En mars, l'objectif de libération nationale devint prioritaire sur le combat de classe. Serge Wolikow a souligné le fait que les consignes de l'Internationale n'étaient alors pas homogènes, reflet d'une navigation à vue dominée par les intérêts de l'Union soviétique. Quoi qu'il en soit, les communistes français continuent à agir, dans la clandestinité, sur le terrain social. En mai et juin 1941, ils participent en force à la grande grève des houillères du Nord. 100 000 mineurs cessent le travail, la grève est réprimée par l'armée allemande, se soldant par 450 arrestations et 244 déportations.

L'inflexion la plus importante dans la ligne poursuivie fut précisée le 26 avril aux membres de la direction française à Moscou, Maurice Thorez et André Marty. Elle préconisait que le parti français s'engage à « unir les masses dans un véritable

Front populaire de la lutte pour leurs intérêts, leurs droits, leur liberté et pour l'indépendance nationale ». Un manifeste intitulé « Pour la formation d'un Front national de l'indépendance de la France » était diffusé en France le 27 mai. Le parti s'y déclarait prêt à « soutenir tout gouvernement français, toute organisation et tous les hommes dont les efforts seront orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale ». Le Front national, superstructure unitaire, se limitera en 1941 à une simple interface de contact avec d'autres émanations de la Résistance et du mouvement ouvrier, avant d'être amplifié l'année suivante.

L'invasion de l'URSS par les armées allemandes, le 22 juin, achève de lever les équivoques. Le Komintern ordonne à la direction française d'entraver « par tous les moyens possibles production des armes. Formez petits détachements pour destruction des usines de guerre [etc.] Empêchez par tous les moyens de transport des troupes et des armes [sic] ».

Désormais rompu aux règles de la clandestinité, le PCF sut adapter ses structures aux nouvelles conditions. Sous l'égide de Charles Tillon, qui intègre bientôt la direction du parti, l'Organisation spéciale (OS), un groupe technique chargé de la protection interne et du service d'ordre se transforme en une branche paramilitaire, avec le peu d'armes disponibles. Il est organisé autour de trois entités. Les Bataillons de la jeunesse, issues des Jeunesses communistes, implantés essentiellement en région parisienne. Jules Dumont, ancien militaire et cadre supérieur des Brigades internationales, organise de manière plus méthodique le TP « travail partisan » ou « particulier ». Enfin, l'OS-MOI recrute dans



Antiochiae latera cuncta destinarentur relaturi quae audirent. Hi peragrantes et dissimulanter honoratorum.

les rangs des communistes étrangers de la Main-d'œuvre immigrée (MOI). Beaucoup d'anciens des Brigades internationales dispensent à leurs camarades une expérience militaire acquise en Espagne.

Seuls les groupes armés reliés au parti communiste pratiquent la guérilla urbaine et les attentats ciblés. Cette stratégie fut désapprouvée par les mouvements de la Résistance comme par la France Libre, bien que le général de Gaulle, tout en marquant ses distances, ait déclaré le 23 octobre 1941 à l'antenne de la BBC: « Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous déclarer la guerre. » De fait, le parti est lui aussi hésitant sur la tactique. Les attaques accroissent la répression de l'occupant, qui frappe durement la population. Mais de celle-ci émergent des volontaires qui remplacent dans les rangs leurs camarades tombés pour la France. Car la méthode vise aussi à gagner l'opinion, révoltée par les exécutions d'otages, notamment à Châteaubriant, Paris et Bordeaux en octobre 1940.

En effet, la répression est implacable. Dans la zone nord, en mai 1941 à Paris, trois figures du parti sont arrêtées, jugées et condamnées. Jean Catelas est guillotiné par les Français le 24 septembre, Gabriel Péri est fusillé par les Allemands le 15 décembre. Mounette Dutilleul, l'une des chevilles ouvrières du parti, est déportée à Ravensbrück lorsque les Allemands découvrent sa véritable identité. Dans la zone sud, la police de Vichy décapite la direction du parti en arrêtant Jean Chaintron puis Victor Michaut en juin. L'étau sanglant du système nazi se resserre sur la France. Le 7 décembre 1941, le décret « Nuit et Brouillard » permet la déportation de toute personne représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande » vers l'anéantissement dans le secret et l'enfer des camps.

Édouard Sill

